

# Le PSD arrive en tête des élections parlementaires en Roumanie mais la droite libérale devrait être en mesure de former le prochain gouvernement

Le Parti social-démocrate (PSD), conduit par Marcel Ciolacu, a créé la surprise lors des élections parlementaires le 6 décembre en Roumanie en arrivant en tête du scrutin avec 29,51% des suffrages. Il a devancé le Parti national-libéral (PNL), dirigé par le Premier ministre sortant Ludovic Orban, qui a obtenu 24,62% des voix. L'alliance « Sauvez la Roumanie-Parti de la liberté, de la solidarité et de l'unité » (USR-PLUS), parti libéral conduit par Dan Barna, a pris la troisième place avec 14,71% des suffrages.

Seuls deux autres partis sont parvenus à franchir le seuil de 5% indispensable (ou 20% du total des suffrages exprimés dans au moins quatre circonscriptions) pour être représenté à la Chambre des députés (*Camera deputatilor*), chambre basse du Parlement. Il s'agit de l'Alliance pour l'union des Roumains (AUR), parti nationaliste très proche de l'Église orthodoxe dirigé par George Simion et Claudiu Tarziu, qui a recueilli 8,31% des suffrages et qui fait donc son entrée au parlement, et de l'Union démocratique des Hongrois de Roumanie (UDMR), conduite par Hunor Kelemen, qui a obtenu 7,25% des voix.

En revanche, le Parti du mouvement populaire (PMP), emmené par Eugen Tomac, a recueilli 4,7% des

suffrages et l'union Pro Romania-Alliance des libéraux et démocrates, dirigée par l'ancien Premier ministre social-démocrate (2012-2015), Victor Ponta, 4,24% des voix.

Au sein des Roumains résidant à l'étranger, l'USR-PLUS est arrivée en tête avec 30% des suffrages, suivie par le Parti national-libéral (25,6% des voix) et l'Alliance pour l'union des Roumains (25,2% des suffrages).

La participation a été la plus faible jamais enregistrée lors d'élections parlementaires en Roumanie : 31,84%, soit -7,62 points par rapport au précédent scrutin du 11 décembre 2016. Les causes ? La peur suscitée par la pandémie de coronavirus bien sûr, qui a rendu ces élections si singulières, mais également le désenchantement des Roumains vis-à-vis de la classe politique. « *Beaucoup de Roumains sont démotivés parce qu'ils estiment que tous les partis se valent, une opinion fondée sur le nombre de personnes mises en examen parmi les candidats présentés par les deux principales forces politiques (Parti social-démocrate et Parti national-libéral)* » a déclaré Liliana Popescu, professeur de science politique à l'université nationale de Bucarest.

**Résultat des élections parlementaires du 6 décembre 2020 en Roumanie**

Chambre des députés

Participation : 31,84%

| Partis politiques   | Pourcentage des suffrages exprimés |
|---|------------------------------------|
| Parti social-démocrate (PSD)  | 29,51                              |
| Parti national-libéral (PNL)  | 24,62                              |
| Sauvez la Roumanie-Parti de la liberté, de la solidarité et de l'unité (USR-PLUS) | 14,71                              |
| Alliance pour l'union des Roumains (AUR)  | 8,31                               |
| Union démocratique des Hongrois de Roumanie (UDMR)                                | 7,25                               |
| Parti du mouvement populaire (PMP)  | 4,7                                |
| Union Pro Romania-Alliance des libéraux et démocrates                             | 4,24                               |
| Autres  | 5,15                               |

Sénat

Participation : 31,84%

| Partis politiques   | Pourcentage des suffrages exprimés |
|---|------------------------------------|
| Parti social-démocrate (PSD)  | 30,01                              |
| Parti national-libéral (PNL)  | 25,06                              |
| Sauvez la Roumanie-Parti de la liberté, de la solidarité et de l'unité (USR-PLUS) | 15,06                              |
| Alliance pour l'union des Roumains (AUR)  | 8,09                               |
| Union démocratique des Hongrois de Roumanie (UDMR)                                | 7,38                               |
| Parti du mouvement populaire (PMP)  | 4,75                               |
| Union Pro Romania-Alliance des libéraux et démocrates                             | 4,23                               |
| Autres  | 5,15                               |

Source : [https://parlamentare2020.bec.ro/wp-content/uploads/2020/12/com\\_1242.pdf](https://parlamentare2020.bec.ro/wp-content/uploads/2020/12/com_1242.pdf)

Le Parti social-démocrate a donc créé la surprise. En dépit des promesses non tenues, de son très controversé vote en 2017 d'une modification du Code pénal réduisant certaines peines de prisons, notamment en cas d'abus de pouvoir, et facilitant les amnisties et les grâces, un vote qui avait fait descendre dans les rues des milliers de Roumains manifestant leur colère des semaines durant, et de l'incarcération de son ancien président (2015-2019) et ancien président de la Chambre des députés (2016-2019) Liviu Dragnea, condamné pour abus de pouvoir et détournement de biens sociaux le 21 juin 2018 à trois ans et demi d'emprisonnement, le parti de gauche confirme qu'il dispose d'un électorat fidèle et mobilisé, notamment dans les zones rurales. Le PSD va cependant très probablement rester dans l'opposition.

Devancé dans les urnes, le Parti national-libéral (PNL) a échoué à consolider son pouvoir. Il devrait néanmoins rester à la tête du pays en formant une coalition avec l'alliance USR PLUS. Ces deux partis devraient également pouvoir compter sur le soutien de l'Union démocratique des Hongrois de Roumanie (UDMR).

Il existe toutefois certains désaccords entre le PNL et USR-PLUS sur les réformes à mener. Certains membres d'USR PLUS ont laissé entendre que le parti présenterait son propre candidat pour le poste de Premier ministre (selon toute vraisemblance l'ancien Premier ministre (2015-2017) et actuel député européen Dacian Ciolos). « Ces élections parlementaires sont la preuve que l'USR-PLUS a mûri et est désormais une force politique solide, capable de concurrencer les grands partis. Il est temps que la Roumanie soit gouvernée par des gens compétents et responsables » a d'ailleurs déclaré Dacian Ciolos à l'annonce des résultats.

Selon les analystes politiques, les deux partis libéraux devraient parvenir à trouver un compromis de gouvernement. « *Il est dans leur intérêt de diriger le pays de concert en dépit de leurs différences en matière d'idéologie et d'orientation économique qui sont incompréhensibles pour la plupart de leurs partisans* » a indiqué Andrei Taranu, professeur de science politique à l'université nationale de Bucarest.

L'entrée au parlement d'un nombre plus important de membres de l'USR-PLUS pourrait bien marquer le début d'une évolution du personnel politique roumain. Ces derniers sont en effet quasiment tous très diplômés ; ils ont été formés à l'étranger dans les universités internationales, notamment en Europe et en Amérique du nord. Bref, ils semblent davantage en phase avec la Roumanie actuelle et surtout capables d'incarner celle de demain que les responsables actuels des deux plus grands partis.

Le 6 décembre, le chef du gouvernement sortant Ludovic Orban a déclaré avoir « *voté pour une Roumanie dynamique, moderne, confiante en ses forces et respectée sur le plan international* ». Le PNL a bénéficié tout au long de la campagne électorale du soutien du président de la République Klaus Iohannis. Quelques jours avant le scrutin, le chef de l'Etat avait encore exhorté ses compatriotes à faire que « *la Roumanie se sépare définitivement de ceux qui ont tenté de la faire dérailler de son parcours européen et démocratique* ».

Les Libéraux ont promis de réaliser de considérables investissements dans les infrastructures, la santé et l'éducation, notamment en s'appuyant sur les fonds versés par l'Union européenne, et de développer la croissance économique du pays.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:  
[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.